



Commune
de
Maussane les Alpilles

DÉCISION 2022/100

AR Prefecture

013-211300587-20221121-DEC2022100-AR
Reçu le 28/11/2022

TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE L'ECLAIRAGE INTERIEUR DE L'HOTEL DE VILLE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article R2122-2.

Considérant d'équiper chaque poste de travail d'un éclairage intérieur répondant aux exigences réglementaires (norme européenne EN 12464-1 s'appliquant aux projets d'éclairage intérieurs). Celle-ci fixe les exigences imposées en la matière, c'est-à-dire les limites que doit respecter l'éclairage des lieux de travail et l'environnement immédiat.

Cette norme détermine :

- L'intensité lumineuse (c-à-d la quantité de lumière sur une surface donnée). Pour un bureau, il faut au minimum 500 Lux ;
- L'indice d'éblouissement et d'inconfort : Pour des bureaux il faudra compter sur un UGR inférieur ou égal à 19 ;
- L'indice de rendu des couleurs : Cet indice va de 0 à 100Ra (un IRC égal à 100 correspond à la lumière naturelle du jour et pour la plupart des lieux de travail, un IRC supérieur ou égal à 80Ra est idéal).

Considérant l'étude confiée au cabinet de maîtrise d'œuvre LES ARTISANS DE LA CRAU de rédiger un cahier des charges dans ce sens, d'une part, et l'absence d'offres reçues à l'issue de la consultation effectuée à compter du 04 juillet au 1^{er} août 2022 sur la plateforme LAPROVENCEMARCHESPUBLICS.

Considérant à l'issue d'une consultation directe l'offre obtenue auprès de l'entreprise CADELEC répondant en tout point au cahier des charges précité, et reconnue comme économiquement avantageuse par le maître d'œuvre concepteur des travaux commandés.

Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat

DÉCIDE

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

AR Prefecture

Article 1er : l'offre de l'entreprise CADELAC pour réaliser les travaux de mise aux normes de l'éclairage intérieur de l'Hôtel de Ville est acceptée pour un montant arrêté à DIX HUIT MILLE NEUX CENT SOIXANTE QUATORZE EUROS Hors Taxes (18 974 € HT).

Les crédits correspondants sont inscrits au Budget 2022.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal.

Article 4 : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 28/11/2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 21 novembre 2022

Le Maire, Jean-Christophe CARRÉ

Pour le Maire empêché

Marc FUSAT
1er Adjoint



Publication sur le site internet
de la Mairie le : 28/11/2022